

Funders'  
Initiative for  
Civil Society

at  
Global Dialogue

# La philanthropie contre la fermeture de l'espace civique

L'initiative des Fondations pour la société civile  
(FICS) esquisse un cadre d'action





## Stratégies de résistance : étude de cas

### *Influence – soutenir les efforts de plaider des bénéficiaires de subventions*

En 2015, le gouvernement ougandais a proposé la mise en place de nouvelles réglementations sur les organisations non gouvernementales (ONG). Celles-ci ont craint que les dispositions très larges de ce projet de loi soient utilisées à leur encontre et pour criminaliser leurs activités. Le projet de loi traduisait en effet, au même titre que d'autres législations restrictives, la volonté du gouvernement de faire pression de manière croissante sur la société civile.

Le Fund for Global Human Rights a soutenu la mobilisation de la communauté des ONG ougandaises autour du projet de loi. Grâce aux liens étroits qu'il entretenait avec ses bénéficiaires, le Fonds a compris que les communautés situées dans les régions productrices de pétrole et les bénéficiaires les plus marginalisés au sein de la communauté des ONG, – les populations LGBTI et les travailleurs sexuels notamment –, étaient particulièrement visés par ce projet de loi. Le Fonds leur a donc apporté un soutien pour étudier les préoccupations et les priorités de leurs membres et travailler avec les parlementaires.

Le texte original a été en partie modifié dans la version finale de la loi de 2016 permettant aux ONG d'être moins vulnérables, sans pour autant être en sécurité... Les ONG ont pu par ailleurs, grâce à la poursuite du soutien, interroger les communautés marginalisées sur les conditions de mise en application de la loi. Les règlements ont été publiés à l'été 2017, et les travaux de veille et d'organisation autour de leur mise en œuvre se sont poursuivis à l'automne.

Pendant cette période, une partie du secteur des ONG, notamment celles en lien avec l'international, a subi de nombreuses pressions y compris le gel de leurs avoirs, ou la perturbation de leurs activités. Les efforts se poursuivaient pour maintenir la solidarité et construire des stratégies pour assurer que la voix des ONG soit entendue.



## Stratégies de résistance : étude de cas

### *Acteurs économiques – les entreprises au service d'une société civile solide*

Le Business & Human Rights Resource Centre est une source indépendante de recherche et d'analyse des impacts (positifs comme négatifs) des entreprises sur les droits humains dans le monde. Les informations et les publications du Centre – notamment le rapport annuel des tendances mondiales sur des questions majeures, allant des attaques contre les défenseurs des droits humains à l'évasion fiscale en passant par l'esclavage moderne – se fondent sur de solides relations nouées avec les communautés locales, le monde des affaires et les responsables gouvernementaux.

L'Open Society Foundations' Human Rights Initiative a un partenariat en cours avec le Centre, pour soutenir des rencontres, la recherche et le développement d'outils destinés à permettre aux entreprises de comprendre et de promouvoir la

protection des défenseurs des droits humains. Le Centre développe notamment un nouvel outil pour aider les entreprises à élaborer un argumentaire solide, afin de promouvoir un environnement propice à la société civile. Le guide s'appuie sur plus de 70 entretiens réalisés avec des dirigeants d'entreprises et des leaders de la société civile pour fournir des informations pratiques sur les risques et les opportunités liés à la société civile : les négociations d'investissement, les activités de lobbying ou l'examen des chaînes d'approvisionnement...

Le Business & Human Rights Resource Centre et FICS ont créé un groupe de travail afin d'explorer comment la philanthropie et les entreprises peuvent travailler ensemble en faveur d'un environnement propice à la société civile. Pour rejoindre ce groupe : [FICS@global-dialogue.eu](mailto:FICS@global-dialogue.eu)



## Stratégies de résilience : étude de cas

### *Philanthropie locale – encourager l'appropriation locale à travers les fondations communautaires*

Les organisations philanthropiques communautaires (OPC) sont des initiatives conçues et dirigées localement ; les communautés prennent elles-mêmes en charge la gestion des fonds octroyés et la gouvernance de ces organisations. Leur objectif consiste à mobiliser les actifs financiers et non financiers locaux en tirant parti des ressources propres de la communauté pour aider à améliorer la vie de ses membres. La philanthropie communautaire est une stratégie dont peuvent se prévaloir les organisations militantes ou de défense des droits pour désamorcer les critiques selon lesquelles leur travail, financé par des fonds étrangers, ne représente pas les intérêts des citoyens. Plus de 1500 OPC opèrent dans une cinquantaine de pays à travers le monde, mais ce passage d'un mécénat extérieur à un mécénat local prend du temps et demande des compétences. Les donateurs internationaux peuvent être des partenaires précieux pour accompagner cette évolution.

La Fondation Charles Stewart Mott est engagée au service de la philanthropie communautaire ; elle y voit à la fois une stratégie pour accroître la participation de la communauté à la prise de décision et un moyen d'assurer une plus grande durabilité aux organisations de la société civile. Elle a financé la création de nouvelles fondations communautaires et soutenu un vaste programme de recherche, la Global Alliance for Community Philanthropy (GACP). Cette alliance est le fruit d'une collaboration multi-acteurs dirigée par le Global Fund for Community Foundations, en partenariat avec les fondations Charles Stewart Mott, Aga Khan, Ford, la Fondation Interaméricaine, le Rockefeller Brothers Fund et l'USAID. Ensemble, ils participent à des activités de recherche visant à promouvoir la philanthropie communautaire et à influencer les acteurs clés du développement international, y compris les bailleurs privés, pour mieux comprendre, soutenir et promouvoir la philanthropie communautaire. Pour en savoir plus : [globalfundcommunityfoundations.org/about-the-gacp/](http://globalfundcommunityfoundations.org/about-the-gacp/)

# La philanthropie contre la fermeture de l'espace civique

Comment soutenir la société civile dans un environnement restrictif ? Peut-on l'aider à combattre des lois répressives et à lutter contre la fermeture de l'espace civique ? Une stratégie de soutien bien ciblée peut permettre d'enrayer plus efficacement le phénomène. La fermeture de l'espace se traduit par des restrictions légales de plus en plus importantes, des obstacles aux financements étrangers, des tentatives d'intimidation et, dans les cas les plus graves, par l'arrestation et la détention d'acteurs de la société civile. Bien souvent, cette tendance reflète et exacerbe la discrimination structurelle et la stigmatisation dont font déjà l'objet les communautés et les groupes marginalisés.

FICS regroupe les stratégies de soutien à la société civile en deux grandes catégories : la **résistance** et la **résilience**. Les **stratégies de résistance** soutiennent des initiatives spécifiques destinées à combattre la fermeture de l'espace et à créer un environnement propice au développement de la société civile dans son ensemble. Les **stratégies de résilience** aident la société civile à poursuivre son action malgré le rétrécissement ou la fermeture de l'espace. Parmi les stratégies de résilience, certaines sont essentielles pour contrer à long terme le phénomène de fermeture de l'espace. Comme l'illustre un activiste russe, interviewé dans le cadre du Rapport de 2017 réalisé par Mama Cash et Urgent Action Fund : « s'ils ferment la porte, nous passons par la fenêtre » ; les stratégies de résilience sont là pour aider à trouver la fenêtre, tandis que les stratégies de résistance cherchent à maintenir la porte ouverte.

## Stratégies de résistance

- Influence
- Opinion publique
- Normes internationales
- Coalition et construction d'alliances
- Acteurs économiques
- Stratégies légales

## Stratégies de résilience

- Sécurité de la société civile
- Conformité administrative
- Renforcement institutionnel des OSC & constitution de groupes d'appui
- Philanthropie locale
- Nouvelles formes d'organisation

## Questions préliminaires

**La lutte contre la fermeture de l'espace de la société civile a beaucoup plus de chances d'aboutir si elle est menée dans le cadre d'une stratégie de soutien ciblée. Quels critères retenir pour combattre la fermeture de l'espace ?**

- Souhaitez-vous dédier un programme à la défense de l'espace de la société civile ? Ou intégrer la question de manière transversale dans les financements que vous octroyez ?
- À quel niveau - international, national ou local voulez-vous travailler ? Qu'est-ce qui serait le plus efficace selon les différents contextes nationaux ? Soutenir l'activisme à l'intérieur du pays ? Ou en dehors ?
- Quel soutien pouvez-vous apporter aux organisations menacées, de manière directe ou en participant à des coalitions capables de se mobiliser rapidement contre de nouvelles lois ?
- Quel soutien apportez-vous aux coalitions existantes pour assurer leur survie à long terme ?
- Adoptez-vous, vous-mêmes, des mesures de sécurité, notamment numérique, pour protéger vos bénéficiaires ou vos équipes ?
- Quel niveau de risque, en tant que donateur, êtes-vous prêts à prendre ? Dans quelle mesure exposez-vous ceux qui vous font confiance et vos propres équipes ? Si vous êtes un bailleur intermédiaire, comment abordez-vous le sujet avec vos donateurs ?



# Stratégies de résistance

## Influence

Développer des stratégies pour influencer l'action de gouvernements, notamment par l'intermédiaire des voies diplomatiques, des gouvernements nationaux ou des organismes intergouvernementaux compétents.

User de son influence à la fois aux niveaux national et international peut amener vos interlocuteurs à mieux comprendre la nécessité d'un environnement ouvert pour la société civile, et à envisager avec vous la réglementation la plus adaptée.

- Les subventions accordées peuvent financer du temps de travail et des compétences nécessaires pour constituer des coalitions, organiser des réunions, élaborer des analyses, rédiger et traduire des documents, ou mettre en place des formations en matière de plaidoyer.
- Les philanthropes devraient aussi, parfois, actionner leurs propres leviers d'influence. En tant que donateurs, avons-nous dans nos réseaux des personnes influentes, dans le domaine des droits humains par exemple, et auxquels nos bénéficiaires n'ont pas accès ? Interrogez-les sur les contacts qui pourraient leur être utiles. Organiser des rencontres et des réunions en face à face.

## Façonner l'opinion publique

Développer des récits propres à renforcer le rôle positif de la société civile ou à contrer les campagnes diffamatoires, et les diffuser dans les médias de masse.

La société civile et tout financement étranger qui lui serait associé sont de plus en plus vilipendés dans la presse. Les acteurs de la société civile sont accusés de « véhiculer des valeurs étrangères (souvent occidentales) », d'« entraver la croissance économique » ou encore, de « manquer de légitimité ». En l'absence de médias indépendants, ou lorsque la société civile ne dispose pas d'un enracinement local (lorsque les ONG internationales sont les principales représentantes de la société civile) pour véhiculer une autre image, ce discours est amplifié.

- Pour sensibiliser l'opinion publique au rétrécissement de l'espace civique, les subventions peuvent soutenir la mise en place de stratégies de communication, le recueil de témoignages, des études d'opinion, des enquêtes, des financements culturels, et, sur le long terme, le soutien aux médias indépendants.

## Normes internationales

Veiller à ce que les règles internationales favorisent l'existence d'une société civile libre et ouverte et d'une philanthropie transfrontalière.

Les normes internationales, telles que le Groupe d'action financière internationale (GAFI) ou les Objectifs de développement durable, peuvent servir de levier. Lorsque les normes internationales et les critères d'attribution d'aides publiques coïncident, comme dans le cadre d'accords bilatéraux d'aide au développement, ils ont de meilleures chances d'être relayés au niveau local.

- Les subventions devraient appuyer le plaidoyer et la participation de la société civile à l'élaboration des normes internationales.

## Coalition et construction d'alliances

Soutenir la construction d'alliances entre groupes de la société civile et secteur philanthropique, pour lutter contre la fermeture de l'espace civique.

La solidarité entre les différents acteurs visés par les restrictions – aide humanitaire ou au développement, protection de l'environnement, syndicats, ou médias – est un aspect important de la résistance. Une action coordonnée permet de limiter la capacité des gouvernements à diviser la société civile et peut créer les conditions d'une issue favorable.

- Des ressources spécifiques peuvent financer la coordination et les rencontres entre OSC et secteur philanthropique. Un soutien structurel aux acteurs clés peut leur donner les moyens propices à leur engagement

## Intérêts économiques

Influencer les entreprises en usant d'arguments économiques, tels que l'État de droit et la lutte contre la corruption, pour qu'à leur tour elles fassent pression sur les gouvernements à travers des décisions commerciales ou en matière d'investissement.

Trouver des points d'intérêt communs peut mobiliser le monde des affaires. Le bon fonctionnement des marchés, un système financier stable et un environnement propice aux entreprises fondé sur le respect du droit, favorisent le dynamisme économique. À l'opposé, un environnement dans lequel les libertés civiles et de la presse sont menacées peut compromettre ces conditions, favoriser la corruption ou limiter la concurrence libre et loyale. Utiliser l'angle « responsabilité sociale de l'entreprise » ou celui de la redevabilité peut également produire un effet, s'il est utilisé pour invoquer le risque réputationnel.

- Les subventions peuvent porter sur la recherche d'alliances avec le milieu économique. Les donateurs devraient également répertorier les acteurs économiques auxquels ils ont accès, notamment par l'intermédiaire des membres de leurs propres conseils d'administration.

## Stratégies juridiques

Engager des procédures judiciaires en vue de contester des lois injustes ou soutenir des mesures législatives visant à renforcer le cadre réglementaire de la société civile.

Aider les OSC à bénéficier d'une assistance juridique, à traiter les contentieux, ou à renforcer leurs compétences juridiques pour mieux comprendre les lois visant la société civile, sont des éléments importants d'une stratégie de résistance.

L'impact des approches juridiques dépend du contexte politique : elles auront plus de chance d'aboutir là où existe un pouvoir judiciaire indépendant.

- Les donateurs peuvent soutenir des actions légales spécifiques lorsqu'une organisation a été menacée, ou contester une législation restrictive lorsqu'il est pertinent et possible de le faire.



## Stratégies de résilience

### Sécurité

**Veiller à ce que la société civile soit en mesure d'assurer sa protection et sa sécurité, notamment sa sécurité numérique.**

Parmi les éléments contribuant à protéger la société civile figurent la formation des personnels face aux enjeux de sécurité ainsi que le soutien pratique apporté, lorsqu'une organisation, un activiste (ou sa famille) sont menacés. Un certain nombre de bailleurs internationaux soutiennent des approches collectives de protection, y compris des réseaux locaux de protection.

- Les aides pourraient porter sur la protection de la sécurité personnelle, sur l'amélioration des capacités organisationnelles, par exemple en investissant dans la sécurité numérique. Une formation, une relocalisation ou tout autre soutien pratique de première urgence, tel que des ordinateurs portables pour que les personnes se trouvant dans des contextes à haut risque puissent travailler à distance, peuvent être nécessaires.
- Les donateurs devraient également veiller à leur propre sécurité numérique.

### Capacité et conformité administratives

**« Connaissez vos droits ». Aider la société civile à comprendre le contexte juridique dans lequel elle se trouve, et lui permettre de se mettre en conformité.**

Les Organisations de la Société Civile (OSC) ne disposent pas des capacités ni des connaissances nécessaires pour répondre aux exigences réglementaires (en partie du fait de leur dépendance vis-à-vis des financements de projets). Depuis 2015, plus de 10 000 OSC indiennes n'ont pas été en mesure de répondre aux nouvelles exigences administratives et n'ont donc pas pu bénéficier de financements étrangers. Pour beaucoup d'organisations centrées sur la défense des droits et le militantisme, cette situation représente une menace importante.

- Les donateurs peuvent proposer un financement structurel, ou l'accès à une expertise locale ou à des formations pertinentes. Les lois changent parfois du jour au lendemain, la réactivité est alors décisive.

### Renforcer les institutions de la société civile

**Soutenir les plateformes d'OSC, le dialogue et les rencontres pour renforcer la coopération et la résilience de la société civile dans son ensemble. Cela implique la mise en place de groupes d'appui au niveau local et le soutien au militantisme.**

Les plateformes d'OSC constituent un soutien efficace, à la fois pour lutter contre la fermeture de l'espace et pour renforcer la coopération et la résilience de la société civile dans son ensemble. Les organisations ou groupes d'organisations devraient disposer de capacités plus grandes pour créer des groupes d'appui au niveau local et s'assurer ainsi un ancrage dans leurs communautés.

- Les donateurs peuvent soutenir le renforcement de plateformes d'OSC qui permettent à la société civile de parler d'une seule voix, encouragent la coopération, et proposent des programmes de formation et de soutien.

### Philanthropie locale

**Pour développer le soutien local et l'ancrage des acteurs de la société civile, en particulier lorsque ces acteurs travaillent sur les droits, le plaidoyer ou mènent des campagnes de sensibilisation.**

Disposer de soutiens locaux est une réponse importante à la perception négative des acteurs de la société civile, souvent considérés comme des « agents étrangers ». La philanthropie locale ne consiste pas nécessairement en un soutien financier conséquent ; il s'agit surtout de dons modestes, locaux, dans le cadre d'appels aux dons directs, de financement participatif et d'organisations philanthropiques communautaires. C'est un moyen extrêmement efficace pour enraciner les OSC dans leurs communautés. Les partenaires locaux sont sensibilisés et prennent la mesure des risques encourus. Dans certains pays, comme en Russie par exemple, les personnes soutenant des groupes de défense des droits de l'homme peuvent, elles-mêmes, devenir des cibles.

- L'appui à la philanthropie locale devrait s'accompagner d'un soutien au renforcement du cadre juridique de la philanthropie, à la constitution de groupes d'appui ou à la communication.

### Nouvelles formes d'organisation

**Financer de nouvelles formes d'organisations pour permettre aux acteurs de la société civile de poursuivre leur précieux travail, y compris dans un environnement restrictif.**

Dans les pays où l'espace civique est fermé ou restreint, la société civile ne disparaît pas nécessairement complètement, elle peut chercher à poursuivre son activité par différents moyens : entreprises sociales, entreprises à but non lucratif, médias ou universités, par exemple. Les fondations sont souvent limitées au financement d'œuvres caritatives, mais de plus en plus, la philanthropie trouve des voies moins traditionnelles pour soutenir la société civile.

- Les donateurs peuvent notamment aider des groupes à revoir leur modèle organisationnel, ou soutenir des acteurs de la société civile qui travaillent, par exemple, avec d'autres types d'institutions non-bénévoles.

Créée en 2016, la Funders' Initiative for Civil Society (FICS) rassemble les donateurs privés afin que la société civile puisse bénéficier d'un espace libre et ouvert, et d'une participation citoyenne libre et sans restriction gouvernementale.

Partout dans le monde, les menaces envers la société civile augmentent à la fois en profondeur et en intensité. Par l'apprentissage, l'innovation dans l'octroi de subventions et l'action collective, l'objectif est de renforcer notre capacité, en tant qu'acteurs du secteur philanthropique, à répondre à cette tendance à la fermeture de l'espace, et à trouver des moyens innovants pour soutenir le développement d'une société civile saine dans laquelle chacun puisse s'épanouir, aujourd'hui comme demain.

Pour en savoir plus :

[global-dialogue.eu/funders-initiative-for-civil-society/](https://global-dialogue.eu/funders-initiative-for-civil-society/)

Email

[FICS@global-dialogue.eu](mailto:FICS@global-dialogue.eu)

---

## Pour aller plus loin

### **Communauté de donateurs pour un environnement favorable à la société civile**

Une communauté en ligne, privée, pour permettre aux donateurs de partager avec leurs pairs, des informations et de nouvelles stratégies en faveur de la société civile. Cette communauté est soutenue conjointement par FICS et Ariadne : le European Funders for Social Change and Human Rights, le Human Rights Funders Network et le Centre européen des fondations. Envoyez un email à [FICS@global-dialogue.eu](mailto:FICS@global-dialogue.eu) pour rejoindre la communauté.

### **Groupes de travail : construire des alliances intersectorielles**

Les groupes de travail de FICS rassemblent la communauté des donateurs et ses alliés pour élaborer des stratégies ciblées qui répondent aux besoins de certains secteurs ou de certains groupes. Nous réunissons actuellement des membres de la communauté des bailleurs environnementaux et le Global Greengrants Fund ; nous travaillons également avec le Business & Human Rights Resource Centre afin d'explorer de nouvelles façons de mobiliser les entreprises.

Pour en savoir plus : [email FICS@global-dialogue.eu](mailto:FICS@global-dialogue.eu)

### **Pourquoi le rétrécissement de l'espace de la société civile a-t-il un impact sur le développement international et l'action humanitaire ?**

Publié conjointement par FICS et le Centre européen des fondations, en novembre 2017, cet article analyse de quelle manière les acteurs du développement et les donateurs se mobilisent en faveur de la ré-ouverture de l'espace civique et les impacts de l'approche de la communauté du développement sur la société civile dans son ensemble.

[efc.be/programmes\\_services/operating-environment/development-and-closing-space/](https://efc.be/programmes_services/operating-environment/development-and-closing-space/)

La Funders' Initiative for Civil Society (FICS) est une alliance de donateurs avec un conseil consultatif composé de représentants de l'American Jewish World Service, de la Fondation Arcus, et d'Ariadne : European Funders for Social Change and Human Rights, Fondation Asfari, Azim Premji Philanthropic Initiatives, Fondation Charles Stewart Mott, Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits humains, Fondation Ford, Fund for Global Human Rights, Global Dialogue, Human Rights Funders Network, Oak Philanthropies, Open Society Foundations, Sigrid Rausing Trust and Wallace Global Fund.

FICS est un programme de Global Dialogue enregistré comme organisme de bienfaisance (1122052) et société à responsabilité limitée (5775827) en Angleterre et au Pays de Galles. *Global Dialogue* promeut les droits de la personne et le changement social grâce à une philanthropie novatrice et collaborative.